

au fil de la semaine

→ DÉPARTEMENT p. 4 - 7 → RÉGION p. 8 → FRANCE - EUROPE p. 9

DÉPARTEMENT

Congrès FDSEA → Même si le contexte est morose, Alain Bou, président de la FDSEA, a tenu à donner une note d'optimisme pour l'agriculture tarnaise...à condition de se prendre en main dès maintenant.

"Il n'y aura plus de modèles agricoles uniques suivant les productions"

Mondialisation, négociations de Hong Kong, préférence communautaire en discussion, élargissement de l'Europe, diminution de l'influence de la France à Bruxelles, le tout sur fond de réforme de la PAC et de réduction budgétaire nationale...le congrès de la FDSEA, le 23 mars à Albi, démarrait dans un contexte morose. Une actualité détaillée également par Claude Cochonneau, président de la section employeurs à la FNSEA et invité d'honneur de ce congrès. Concernant la pression foncière, problème dans la plupart des régions, il a insisté pour que "les syndicats locaux agricoles aillent au devant des élus même s'il n'y a pas de projet dans l'immédiat. Il faut également exiger des diagnostics sur l'agriculture et son développement avant tout projet d'urbanisme". Dans le domaine social, Claude Cochonneau a réaffirmé la position de la FNSEA en faveur de la TVA sociale et a exprimé ses craintes quant à la perte de compétitivité de notre pays, en partie à cause des charges engendrées par les 35 h.

Inquiétudes sur les aides au niveau régional

Au niveau régional, Alain Bou, président de la FDSEA a interpellé le DDAF, sur les enveloppes du PMPOA 2 qui risquent de ne pas pouvoir couvrir toutes les demandes, le manque de visibilité et les engagements pour l'instant non tenus de l'Etat dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région. Autre inquiétude : la diminution des fonds de développement rural pour la période 2007-2013, et la survie des CAD.

Concernant les DPU, des problèmes de fond demeurent : refus de signer de certains cédants et spéculation sur les clauses. "Je demande à la DDAF de convoquer les récalcitrants pour les rappeler à l'ordre ! tempête A. Bou. Les DPU posent aussi le problème de la légitimité des aides dans 5-10 ans, quand tout le monde aura oublié l'historique : pourquoi 2 ha de terres voisins activeront-ils, l'un 60 € et l'autre 300 € ?". La DDAF répond qu'elle enverra un courrier à tous les récalcitrants et que dans un second temps, elle pourrait les convoquer.

Non à l'extension de la zone vulnérable

Concernant la conditionnalité, un travail a été réalisé avec l'adminis-



Plus de 200 personnes ont assisté à l'AG de la FDSEA à Albi.



Choix de vie

Alain Bou, président de la FDSEA : "Nous ne serons plus agriculteurs de père en fils, par défaut, mais parce que nous aurons fait un choix économique et un choix de vie".



C. Cochonneau, FNSEA

tration pour que les contrôles se déroulent dans le respect de chacun. Pour la FDSEA, si elle a beaucoup d'inconvénients, la conditionnalité a au moins le mérite de s'appliquer uniformément chez tous les exploitants et de ne pas recréer de distorsions de concurrence comme le font les zones vulnérables. A ce propos, le syndicat juge "inacceptable que les exploitants de ces zones voient se superposer toutes les contraintes. Entre 2003 et 2006, 1/3 des exploitations d'élevage de l'actuelle zone vulnérable aura disparu faute de pouvoir se mettre aux normes". La FDSEA est donc opposée à toute extension de la zone actuelle.

Crises viticole, arboricole et avicole

Enfin, le congrès ne pouvait pas taire les crises qui touchent la viticulture, l'aviculture et l'arboriculture, secteurs qui pour des raisons différentes se retrouvent en pleine tourmente.

De nombreux viticulteurs se retrouvent dans des situations extrêmement difficiles sans avoir les moyens et les réserves de trésorerie pour passer ce cap : "il est impératif de renforcer l'accompagnement par des mesures financières adaptées et il faudra aussi utiliser l'arrachage comme un outil social et restructurant", demande A. Bou. Bien sûr, il faut préserver le vignoble, mais comment ne pas entendre le désespoir de ceux qui ne trouvent aucun repreneur pour leur vigne et n'aspirent qu'à quit-

ter le métier ?". Pour l'avenir de la filière, il faut aussi regrouper les forces, les outils, les vignobles pour définir de nouvelles stratégies commerciales.

Quant à la grippe aviaire, elle fait des ravages dans les 300 élevages du Tarn sans avoir encore contaminé un seul volatile de ce département ! La peur créée sur la base du principe de précaution, amplifiée par les médias nationaux, risque de conduire en France plusieurs centaines de salariés au licenciement ou au chômage technique et des dizaines d'exploitations et d'entreprises au dépôt de bilan.

"On en parle trop ! regrette A. Bou. L'acte de citoyenneté et de solidarité aujourd'hui c'est de manger de la dinde et du poulet ! Le soutien à la filière par les Pouvoirs publics devra être à la mesure du désastre autant que la crise durera".

Fini les modèles suivant les productions !

Après avoir exposé un contexte difficile, Alain Bou, relayé par Claude Cochonneau, a voulu donner une note optimiste quant au devenir de l'agriculture en général et tarnaise en particulier. Outre la présentation du nouveau projet agricole départemental (cf p. 5), il a rappelé les forces de ce secteur pas comme les autres : "Notre rôle est de nourrir les hommes et ce sera toujours vrai demain. L'agriculture reste le pilier de l'agroalimentaire : 103 000 emplois en Midi-Pyrénées, soit 2 fois plus que l'aérospatiale.

Services

■ Un service spécialisé pour les employeurs agricoles : l'Espace Emploi Agricole de la FDSEA

L'EEA, grâce à son forfait bulletin de salaire, se charge de réaliser vos formalités administratives (paye), vous accompagne et vous conseille et vous assure d'être en phase avec l'actualité de l'emploi agricole. Il réalise également des bulletins de salaire, élabore des contrats de travail...

Pour tous renseignements, contacter l'Espace Emploi Agricole - FDSEA - Tél. 05.63.48.83.60

Enfin, nous détenons le bien qui va devenir le plus rare sur notre planète avec l'eau : l'espace que nous utilisons, entretenons et qui peut être le support d'une multitude d'activités".

C. Cochonneau quant à lui a insisté sur la nécessité de maintenir les efforts et démarches qualité qui sont des atouts concurrentiels.

A Bou demande donc si au vu de ces différents éléments, le monde agricole doit persister à parler sans cesse de crises, de situation sans issue. "Il est temps de faire le deuil d'une agriculture idéalisée qui n'existera plus : il n'y aura définitivement plus de "modèles agricoles suivant les productions", poursuit-il. Une position avec laquelle C. Cochonneau est d'accord : "Fini le temps des modèles uniques. Chacun devra trouver son système. Ce sera du sur mesure".

Alain Bou conclut : "Terminée l'époque où il suffisait de produire et où les débouchés étaient assurés. Les aides vont progressivement diminuer même s'il est inenvisageable qu'elles disparaissent complètement. L'Etat providence, c'est fini. Par contre, nous attendons de l'Etat qu'il joue son rôle de régulateur en nous accompagnant dans les crises et dans notre mutation. Nous devons, sans nier les difficultés, prendre du recul, prendre conscience des formidables atouts dont nous disposons et engager une véritable mutation pour notre agriculture. Le Tarn a toujours su innover dans les périodes de crises. A notre tour de faire preuve d'imagination, de retrouver nos manches et de prouver une fois de plus que l'agriculture relèvera le défi du XXI^e siècle".

Congrès FDSEA → La FDSEA et les Jeunes Agriculteurs du Tarn ont travaillé à l'actualisation du projet agricole départemental pour les dix ans à venir. En voici les grandes lignes.

Un nouveau **Projet Agricole Départemental** en préparation par les JA et la FDSEA

Le nouveau projet agricole départemental sur lequel ont travaillé la FDSEA et les Jeunes Agriculteurs du Tarn pendant cet hiver, se veut "prospectif et réaliste pour les 10 ans à venir". C'est sur ce projet que les syndicats s'appuieront lors de la campagne CHAMBRE 2007. Il n'est pas finalisé mais en voici les grandes lignes.

1 - Chaque exploitant devra trouver son propre modèle pour concilier projet économique et projet de vie :

■ Le financement des aides directes européennes étant acquis

jusqu'en 2013, il faut dès à présent anticiper grâce aux outils de formation et de conseil sur des projets personnalisés,

■ diminuer les charges (mieux raisonner les investissements),

■ Revenir à plus de technique (pour améliorer le revenu)

■ Améliorer les conditions de travail (regroupement d'exploitations, groupements d'employeurs, embauche de salariés...).

■ Travailler sur les produits et surtout les débouchés commerciaux. Au niveau collectif : réinvestir les organismes économiques, les pousser à innover, à investir sur le plan commercial, renouer des contacts avec l'aval.

Pour tous : aller beaucoup plus loin dans le "produit service". Les attentes de la société en matière de qualité, santé, loisirs, environnement sont en effet immenses.

2 - L'exploitant devra être un chef d'entreprise entreprenant qui utilise le foncier comme support d'activités multiples :

■ Si la production reste le métier de base, d'autres activités vont se développer : tourisme, vente directe, services d'entretien de l'espace, production d'énergie et de chimie vertes, etc. Dans ces

domaines, des efforts importants sont à réaliser au niveau collectif (évolution des outils de développement) et individuel.

■ Préserver le foncier et ne pas se laisser embarquer par les sirènes de l'immobilier. Le préserver physiquement mais aussi environnementalement (pour les générations de demain). A ce titre : il faut intégrer la conditionnalité et transformer cette contrainte en atout de gestion et outil commercial.

3 - Etre agriculteur demain sera un vrai choix

" Nous ne serons plus agriculteurs de père en fils, par défaut,

mais parce que nous aurons fait un choix économique et un choix de vie, affirment les syndicats. Ce défi, nous le relèverons avec des jeunes pas forcément issus du milieu agricole, des chefs d'entreprise avec un vrai projet économique prêts pour certains à abandonner un travail salarié. Ils ont beaucoup à apprendre de nous mais en retour peuvent nous apporter d'autres compétences, leurs expériences, leur vision extérieure".

L'ouverture à ces nouveaux venus aidera l'agriculture à se renouveler et à croire en son avenir.

N.B.

Zoom sur...

Table Ronde : "Comment mieux vivre en agriculture ?" Témoignages d'agriculteurs.

Comment concilier projet économique et projet de vie ? A l'instar du Gaec des Sauges (3 associés) qui a expliqué ce que leur avait apporté l'association (cf **dernière page "Magazine"**), Sylvain Lafon, le Groupement d'employeurs des Chênes Verts, Emmanuel et Sigolène Maugeais ont témoigné de leur expérience.

Sylvain Lafon, éleveur d'ovins viande à Crespin



" Originaire du Tarn, j'ai suivi des études agricoles dans un but d'installation. Après une expérience comme chef de cultures au Maroc, puis comme salarié dans différentes productions, j'ai cherché une exploitation. J'ai contacté l'ATASEA (Point Chance Installation). Finalement, je me suis installé sur l'exploitation de mon futur beau-père en 2002, après un an de CEFI (moi comme gérant, mon beau-père comme salarié à 1/2 temps) et une formation en ovins viande, production que je ne connaissais pas. Je suis allé voir beaucoup d'élevages et j'ai demandé conseil à la Chambre d'agriculture pour savoir quel système me

convenait le mieux ; je voulais avoir du temps libre ce qui, avec 600 brebis, n'était pas évident. Mon beau-père sera à la retraite dans 6 ans et je compte optimiser la production, passer à 800 brebis en étant seul à la ferme. Tout le système a été repensé pour le simplifier tout en le rendant économiquement performant. Cela a été fait progressivement. Ainsi, quand j'ai arrêté la production de 10 ha d'orge pour faire 10 ha des céréales immatures à ensiler mon beau père a eu un choc culturel mais il m'a laissé essayer et ça fonctionne ! Je suis passé en semi-plein air /semi libre service avec un investissement minimum en râteliers ce qui a divisé par deux le temps de travail et la pénibilité. Les rations se composent de foin de très bonne qualité, d'ensilage de céréales immatures. J'ai également augmenté la productivité (de 4 agnelages / 3 ans à 3 agnelages / 2 ans), regroupé les agnelages. Pour me concentrer sur la production, je ne produis plus la paille, je l'achète. Sans investissements lourds (le maximum de matériel est en Cuma), mais en modifiant l'organisation et le mode de conduite d'élevage j'ai obtenu une amélioration du revenu et de qualité de vie. Pour remercier les organismes qui m'ont accompagné, je m'investis au niveau des JA et dans la Charte de relance ovine".

Groupement d'employeurs des Chênes Verts (Virac)



Didier Bonnefous, éleveur d'ovins lait et de bovins viande, a créé un groupement d'employeurs en 2004 avec 5 voisins : "Installé avec ma femme, nous avons un salarié à mi-temps mais il s'est installé. S'est alors posé un problème de main d'œuvre. En discutant avec mes voisins, qui avaient besoin d'un coup de main de temps en temps pour se libérer, nous avons pensé à la formule groupement d'employeurs. Nous avons contacté l'Espace emploi de la FDSEA qui nous a aidés à en constituer un. Nous sommes donc 6 agriculteurs employeurs : moi-même, Philippe Begliomini (bovins lait), Claude Clergue (ovins lait et bovins viande), Roland Vialette (céréalière), Jean Marc Balaran (viticultrice) et Michel Durand (bovins lait). Nous employons à temps plein Aurélien Bonnefous, mon fils. Le plus compliqué, c'est de faire le planning. Le salarié travaille à 55% de son temps pour moi. Le viticulteur le prend en août pendant les congés de ses autres salariés. Sinon, avec

les autres, on décide de l'emploi du temps d'Aurélien chaque semaine au téléphone en fonction des besoins. Même si Aurélien s'installe, le groupement d'employeurs continuera de fonctionner car cela nous convient très bien".

Emmanuel et Sigolène Maugeais, domaine viticole de Gineste (Técou)



" Arrière petit fils de vigneron, j'ai un diplôme d'ingénieur agricole et j'ai travaillé dans l'agro alimentaire pendant 12 ans en tant que directeur industriel à Paris. J'avais un très bon salaire, de gros horaires, mais une sacrée pression et je ne voyais ni mes 3 enfants ni ma femme... ", raconte Emmanuel. Sigolène qui a rencontré son mari au cours de leurs études, mère au foyer est aussi à la recherche d'une meilleure qualité de vie. " En 1993, avec mon beau-frère (ingénieur BTP) et ma belle sœur, qui vivaient la même situation, nous avons commencé à travailler sur un projet d'installation dans le Beaujolais, poursuit Emmanuel. Je passais tout mon temps libre

à ce projet. En 2000, nous avons eu un coup de cœur pour Gaillac et une exploitation de 22 ha30. Nous nous sommes installés et fait pas mal d'investissements. Nous employons à mi-temps un jeune pour nous épauler sur le travail de la vigne. Nous ne vendons que des bouteilles, de la vente directe au grossiste. En 5 ans, nous sommes passés de 54 à 4000 clients actifs (50% de particuliers, 12 % à l'export). Mais 80 % du chiffre d'affaires repart à la banque... Nous cherchons donc des solutions pour porter le foncier. Nous avons aussi le projet de créer un magasin de vente. Nous sommes persuadés que nous pouvons vivre de notre métier mais il faut porter la casquette de commerçant ce qui n'est pas toujours facile". Sigolène, qui est formatrice à la MFR de Bel Aspect, ne regrette pour rien au monde ce changement de vie. " Nous travaillons beaucoup mais chaque couple peut enfin profiter de ses 5 enfants chacun ! Nous nous investissons dans la vie locale (conseil municipal pour moi) et au niveau agricole (Prud'hommes pour Emmanuel) ce qui nous permet de sortir le nez du guidon, de bien nous intégrer, de rencontrer des gens et de saisir des opportunités. Même si notre revenu est plus faible, nous avons une bien meilleure qualité de vie".

N.BELLOT